

# Flers Agglo

Communauté d'agglomération

Date	Délibération	Nature	Folio n°
28.06.2023	2023-918	4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

## SEANCE N° 18 DU 28 JUIN 2023

68 questions, numérotées 2023-865 à 2023-932

### DELIBERATION

#### DISPOSITIF TREMPIN VERS L'EMPLOI ACTUALISATION 2023-01

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à la Salle Culturelle de la Varenne - Rue Jean Dumas - 61440 Messei, sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de Flers Agglo, sauf pour les questions n° 2023-891 à n° 2023-899, présidées par Gérard PIERRE, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

**Vice-Présidents** : Michel DUMAINE (Messei), Vincent BEAUMONT (La Ferrière aux Etangs), Omar AYAD (Flers), Stéphan GRAVELAT (Les Monts d'Andaine), François BAILLE (Athis Val de Rouvre), Jacques FORTIS (Briouze), Anne GOUELIBO (La Lande Patry), Béatrice GUYOT (Landisacq), Laurent JUMELINE (Flers), Jérémy PREVOST (Flers), Gilles RABACHE (Caligny), Thierry RAUX (Saint Philbert sur Orne), Stéphane TERRIER (Saint Georges des Groseillers) et Sylvie THIEULENT (La Selle la Forge)

**Conseillers titulaires** : Annette HAMMELIN (Athis Val de Rouvre), Daniel BIGEON (Dompiere), Chantal CORVEE (Saint Georges des Groseillers), Alain LANGE, François BAILLE, Eliane DENIAUX et Kévin LEGEAY (Athis Val de Rouvre), Sylvain BOULANT (Aubusson), Jean-Louis PELLERIN (Banvou), Alexandra TERTRE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Didier VIECELI (Berjou), Véronique NOEL (Briouze), Xavier DE SAINT POL (Cahan), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Agnès MORICE (La Chapelle au Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle Biche), Didier LAGLIN (Le Châtellier), Jacky LECOQ (La Coulonche), Gérard PIERRE (Durcet), Claude GASNIER (Echalou), Michel LEROYER, Sylvie ERRARD, Olivier BREUIL, Véronique CLEMENTE DA CONCEICAO, Guy MIDY, Christine GERVAIS et José COLLADO (La Ferté Macé), Gaëlle PIOLINE, Lori HELLOCO, Sophie RENAUDIN, Subay SAHIN, Angela PRESSE, Dominique ARMAND, Leïla HARDY, Thierry AUBIN, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Bruno ASSELOT, Jean-François BRISSET, Tâm NGUYEN, Sylvie DUFOUR et Emmanuelle BERGOT (Flers), Bruno AUVRAY (Le Grai), Michel LAMY (La Lande Patry), Didier DELAPORTE (La Lande Saint Siméon), Gérard BERNET (Landigou), Bernard MESENCE (Lonlay le Tesson), Jean-Marie DELANGE (Le Méné de Briouze), Jacky ALLEAU (Méné Hubert sur Orne), Régine POTTIER (Messei), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Marilyne CORREYEUR (Les Monts d'Andaine), Jean-Luc LEPORTIER (Pointel), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Jean-Luc CHAMPIN (Saint Clair de Halouze), Frédéric LECHEVALIER et Chloé EUSTACHE (Saint Georges des Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Michèle GUICHETEAU (Saint Pierre du Regard), Emmanuel LE SECQ (Sainte Honorine la Chardonne), Marc SIMON (Sainte Opportune) et Charlie LETETREL (Saires la Verrerie).

**Conseillers suppléants** : Bruno BOISSAIS (Aubusson), Didier MICHEL (Banvou), Sandrine DESTAIS (La Bazoque), Jacqueline ONFRAY (Bellou en Houlme), Bénédicte BON (Berjou), Isabelle BLAIS (Cahan), Laurence COTARD (Caligny), Sébastien AMOROS (Cerisy Belle Etoile), Jean-Jacques ALEXANDRE (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), Stanislas BISSON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Jean-Pierre GOSSELIN (Durcet), Bruno LANDEMORE (Echalou), Laurence LALES (La Ferrière aux Etangs), Jean-François COUPRIT (Le Grai), Serge PARIS (La Lande Saint Siméon), Nathalie LIEFOOGHE (Landigou), Agathe PRIEUR (Landisacq), Patrice BIDAULT (Lonlay le Tesson), Gérard THOMAS (Le Méné de Briouze), Gilbert GUERIN (Méné Hubert sur Orne), Antoine GERARD (Montilly sur Noireau), Thibault GALLOT (Pointel), Dominique VEGEE (Saint André de Messei), Nathalie GUITTON (Saint Clair de Halouze), Stéphane JENVRIN (Saint Paul), Margaret BRAULT (Saint Philbert sur Orne), Sylvain VOISIN (Saint Pierre du Regard), Catherine LECHERPY (Sainte Honorine la Chardonne), Arnaud LEMANCEL (Sainte Opportune), Marc DENIS (Saires la Verrerie), Claude LEBEURRIER (La Selle la Forge).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions
Jean-Luc CHAMPIN Sylvain BOULANT	Nathalie GUITTON Bruno BOISSAIS	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandant	Mandataire	Questions
	Stéphane TERRIER Laurent JUMELINE Véronique NOEL Marilyne CORREYEUR Thierry RAUX Anne GOUELIBO Subay SAHIN Sophie RENAUDIN Tâm NGUYEN Emmanuelle BERGOT	Chantal CORVEE Gaëlle PIOLINE Agnès MORICE Stéphan GRAVELAT Jacky ALLEAU Michel LAMY Dominique ARMAND Jérémy PREVOST Jean-François BRISSET Sylvie DUFOUR	Ensemble de la séance
	Vincent BEAUMONT	Michel DUMAINE	2023-865 à 2023-878 et 2023-880 à la fin

**Excusés** : Alain LANGE, Jacques FORTIS, Gilles RABACHE, Lori HELLOCO (ensemble de la séance)

**Absents** : Michel LEROYER, Sylvie ERRARD, Olivier BREUIL, Christine GERVAIS, Chloé EUSTACHE, Jean-Marie POTHE (ensemble de la séance) – Régine POTTIER (2023-865 à 2023-887)

EFFECTIF	Question	Présents	Votants	Question	Présents	Votants
En exercice : 77	2023-865 à 2023-878	55	66	2023-888 à 2023-890	56	67
Quorum : 39	2023-879	56	66	2023-891 à 2023-899	55	66
	2023-880 à 2023-887	55	66	2023-900 à la fin	56	67

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance :	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
22.06.2023	19 H 30	Dominique ARMAND	22 H 57	29.06.2023	03.07.2023

## R A P P O R T

Présenté par

Béatrice GUYOT

Vice-Présidente

Flers Agglo		N°	Date	Question	
<b>ENSEMBLE 6</b> Commission Personnels, Marchés et Commande Publics		16	15.06.2023	3	
CONSEIL	Séance	18	28.06.2023	N° d'ordre	N° délibération
				54	2023-918

OBJET	DISPOSITIF TREMLIN VERS L'EMPLOI – ACTUALISATION 2023-01
-------	--

LC/EA

Chers Collègues,

Depuis 2013, la Ville de Flers et la Communauté d'agglomération ont décidé conjointement de s'engager dans une démarche globale d'accompagnement des jeunes vers l'emploi.

Il s'agit, tout en participant à l'effort national de lutte contre le chômage, d'offrir l'opportunité d'obtenir une expérience professionnelle transférable en assurant une qualité d'encadrement par un tutorat individualisé.

Il s'agissait de mobiliser 3 dispositifs dans ce dispositif global basé sur les possibilités d'accueil dans les services de l'organigramme mutualisé :

- Les emplois d'avenir
- Les contrats d'apprentissage
- Les missions de services civiques

Le dispositif a été reconduit en 2016.

En 2020, les derniers contrats d'avenir s'achevaient. Le projet global avait permis d'accueillir 90 jeunes, en leur offrant une expérience professionnelle de qualité, encadrée par un tutorat. Ils avaient pu acquérir des compétences immédiatement transférables dans un métier, valider une formation diplômante, ou reprendre le goût pour les études. Enfin, notons que 12 personnes ont été directement recrutées par les collectivités, en contrat de remplacement ou titularisées sur un emploi permanent.

Force de ce bilan positif, il était proposé en juin 2021 de mener une nouvelle démarche globale d'accompagnement, en lien avec le service public de l'emploi (pôle emploi, la mission locale et cap emploi), dans un objectif de participer à l'effort collectif de professionnalisation et de réduction du chômage sur le territoire.

Quatre dispositifs ont ainsi été mobilisés, tous basés sur un accompagnement de qualité au travers d'un tutorat par un agent chevronné (ou diplômé).

**Aujourd'hui, il vous est proposé d'actualiser le tremplin vers l'emploi dans les conditions ci-après :**

<b>Flers Agglo</b> Communauté d'agglomération	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	28.06.2023	2023-918	4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

## 1- Ajout d'un nouveau type de contrat de mission : le volontariat territorial en administration.

En effet, le ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales a annoncé le lancement du volontariat territorial en administration (VTA) le 14 avril 2021. Contrat de mission pour les jeunes diplômés, ce dispositif permet d'apporter un soutien aux territoires ruraux en matière de développement et d'ingénierie.

Le nouveau dispositif du volontariat territorial en administration (VTA) permet aux collectivités rurales d'embaucher des jeunes diplômés (au moins Bac+2) en échange d'une **aide financière de 15.000 euros par an**.

Inscrit dans l'agenda rural du gouvernement, le VTA vient compléter les services d'ingénierie de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pour répondre aux besoins très importants des collectivités.

Le volontariat territorial en administration est un **contrat de projet de la Fonction publique territoriale (article 332-24 du code général de la fonction publique) conclu à durée déterminée de 12 à 18 mois** (et au moins 75% d'un temps plein). Ce dispositif s'adresse aux jeunes de 18 à 30 ans diplômés d'un Bac+2 minimum (en droit public ou droit des collectivités locales, gestion de projets, urbanisme, ingénierie des travaux publics ou développement territorial, par exemple).

La personne recrutée est chargée de différentes missions, notamment :

- la réalisation d'un plan stratégique d'investissement pluriannuel ;
- la réalisation d'un projet de territoire, en particulier dans le cadre de l'élaboration des contrats de relance et de transition écologique (CRTE) ;
- le soutien au déploiement des programmes de l'Agence nationale de la cohésion des territoires ;
- la préparation des dossiers de subvention des différents financeurs (État, Union européenne, collectivités territoriales, etc.) et l'appui aux équipes et aux élus dans le montage des projets ;
- la réalisation d'une veille juridique et financière, notamment pour identifier les financements accessibles.
- Etc...

Le volontariat doit avoir lieu dans une collectivité territoriale rurale, essentiellement un établissement public de coopération intercommunale, une commune ou un pays et pôle d'équilibre territorial et rural (PETR).

La mise en œuvre du dispositif se déroule ainsi :

1. l'ANCT publie l'annonce sur la plateforme dédiée ;
2. la collectivité choisit un candidat parmi les candidatures déposées sur le site et informe le préfet et l'ANCT de son choix ;
3. le préfet de département confirme à la collectivité qu'elle peut bénéficier du dispositif VTA ;
4. la collectivité lance le recrutement du VTA, dépose une demande d'aide (en remplissant le formulaire qui lui sera fourni) et signe le contrat de travail et la charte d'engagement ;
5. l'aide forfaitaire de 15 000 euros est versée à la collectivité dans les trois mois suivant la signature du contrat

Il vous est proposé de pouvoir mobiliser le VTA au sein des services mutualisés de la Ville et de Flers Agglo, sous réserve de l'éligibilité des collectivités.

A ce jour une mission est déjà identifiée pour Flers Agglo :

- Appui à l'élaboration du PCAET (plan climat air énergie territorial), programme destiné à maîtriser les consommations d'énergie, coordonner le développement des énergies renouvelables, favoriser l'adaptation du territoire au changement climatique en œuvrant pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

En conséquence, le tableau des effectifs non permanent doit être modifié dans les conditions suivantes :

EMPLOIS	TEMPS DE TRAVAIL	DIRECTION / service	RECRUTEMENT		Echelle rémunération	Effectif	Durée
			MOTIF	Catégorie			
Chargé-e de projet PCAET dans le cadre d'un VTA	De 75 % à 100 %	Aménagement du territoire	L332-24 du CGFP	A ou B selon le profil	Attaché CE des rédacteurs ou équivalent filière technique	1	12 à 24 mois

D'autres viendront compléter les besoins par la suite :

- Etudes du parc automobile pour améliorer la mutualisation des usages
- Audit batimentaire pour des économies d'énergies durables
- ...

## 2- Actualisation des offres sur les contrats d'apprentissage :

Le contrat d'apprentissage est un contrat de droit privé expressément organisé par le code du travail, d'une durée déterminée au moins égale à la durée totale du cycle de formation, c'est à dire du début de la formation jusqu'au passage de l'examen inclus (soit de 1 à 3 ans).

L'apprenti est affilié au régime général de la sécurité sociale, pour tous les risques, et au régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires de la fonction publique territoriale.

Un nouvel accueil a été identifié auprès de la direction des systèmes d'informations.

Le tableau des accueils des apprentis est ainsi actualisé comme suit :

1	Ville de Flers	Direction du patrimoine et des sports	Service bâtiments	Contrat d'apprentissage : CAP/BEP/Bac pro plombier/chauffagiste
1		Direction des espaces publics	Service espaces Verts	Contrat d'apprentissage : CAP/BEP/Bac Pro aménagement paysager
2		Direction des systèmes d'information		Contrat d'apprentissage : Réseaux-maintenance-sécurité Bac Pro/BTS/LPRO/Master/Ingénieur

<b>Flers Agglo</b> Communauté d'agglomération	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	28.06.2023	2023-918	4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

2	Flers Agglo	Direction de l'eau et de l'assainissement	Usines eau usées /ou eau potable ( <i>budget eau/budget assainissement</i> )	Contrat d'apprentissage : Bac pro/BTS/LPRO électromécanicien
1		Direction attractivité du territoire	Centre aquatique Capfl'O	Accueil préparation au BPJEPS Activités aquatiques et de natation
1		Direction attractivité	Pole économie/emploi/santé/usages numériques	Contrat apprentissage : Licence pro/BTS/master domaine : conduite de projet développement durable/ESS...
1				Contrat apprentissage : License pro/BTS/master domaine : Communication - marketing digital..
1		Direction du développement social local	Service accompagnement parentalité	Contrat apprentissage : CAP AEPE
1				Contrat apprentissage : Diplôme d'auxiliaire de puériculture

### 3- Disparition du dispositif Jeunes diplômés.

Pour rappel, ce dispositif provisoire était proposé par la Région Normandie.

Il s'agissait de permettre aux jeunes diplômés qui rencontrent des difficultés à s'intégrer sur le marché du travail, de garder une dynamique positive d'accès au marché du travail, en réalisant des missions au sein d'entreprises, de collectivités ou d'associations.

Il avait pour objet de mettre en relation des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (Bac+2 et plus) et des entreprises, collectivités ou associations du territoire autour d'une mission de développement de projet et d'acquérir des compétences en conduite de projets, de développer des compétences complémentaires afin de faciliter l'accès à l'emploi.

Le parcours était d'une durée de 22 semaines dont 17 semaines en entreprise et 5 semaines en formation.

La région versait directement une rémunération mensuelle de 652 €, à laquelle s'ajoute une aide à la mobilité de 50 € à 250 € versée mensuellement également par la Région. Sont à la charge de la collectivité uniquement les éventuels frais de déplacements professionnels.

La région Normandie a supprimé ce dispositif. Il n'est plus possible d'y avoir recours.

Pour information, une jeune diplômée avait été accueillie dans ce cadre au sein de la Médiathèque de Flers, à la direction de la culture.

Les autres dispositifs du tremplin vers l'emploi restent inchangés.

Après avis du Comité Social Territorial

**IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

- |                       |  |
|-----------------------|--|
| <b>1 – INTEGRER</b>   | le contrat de mission volontariat territorial en administration VTA au dispositif <i>tremplin vers l'emploi</i> , dans les conditions de droits, au 1 <sup>er</sup> juillet 2023.                                      |
| <b>2 – MODIFIER</b>   | le tableau des accueils des apprentissages dans les dispositions ci-dessus exposées au 1 <sup>er</sup> juillet 2023.   |
| <b>3 – CHARGER</b>    | Monsieur le Président ou son représentant de mobiliser les divers partenaires institutionnels concernés par ce dispositif afin de rechercher des candidats.  |
| <b>4 – NOTER</b>      | que la présente délibération est présentée concomitamment devant les deux assemblées délibérantes de la Ville et de l'Agglo, en raison de la mutualisation forte des services et du dispositif tremplin vers l'emploi. |
| <b>5 – AUTORISER</b>  | le cas échéant, Monsieur le Président ou son représentant à engager toutes les démarches nécessaires et à signer toutes conventions ou tous les documents requis pour la mise en œuvre ce programme.                   |
| <b>6 – SOLLICITER</b> | la participation des instances et organismes susceptibles d'appuyer financièrement la collectivité dans la mise en œuvre de ce programme.  |
| <b>7 – PRENDRE</b>    | l'engagement d'inscrire au Budget les crédits correspondants, en recettes et dépenses.   |

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ.**

La Secrétaire de séance,

Le Président,

Dominique ARMAND

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-200035814-20230628-2023-918-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/07/2023

Publication : 03/07/2023